

Géo-économie

LA DYNAMIQUE DE L'UE-27,
PREMIÈRE ÉCONOMIE
MONDIALE

OLIVIER BARTHALON
Contrôleur
dans les
activités
internationales,
BNP Paribas.



IONUT BIBAC
Ingénieur en
télécommuni-
cation



CÉCILE ERNST
Professeure,
agrégée de
sciences
économiques

L'Union européenne est aujourd'hui la première économie mondiale, devant les États-Unis. Elle a créé non seulement un marché domestique européen pour ses membres, mais aussi une zone d'influence, de l'Europe de l'Est aux Pays du Golfe en passant par la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne, qui constitue autant de débouchés économiques privilégiés. L'euro s'y est imposé comme une monnaie de référence.*

L'Union européenne, forte de ses 27 membres et engagée dans un processus d'intégration économique croissant, est désormais la première économie du monde¹ pour toute une série de critères. L'Europe retrouve ainsi la place qu'elle avait perdue à la suite des deux guerres mondiales du XX^e siècle. L'intégration économique (c'est-à-dire la constitution progressive et déjà très avancée d'un espace économique unique) a été à la fois facilitée et accélérée par l'existence d'une monnaie maintenant commune à 16² de ses membres. L'existence d'un environnement dynamique continu au sud et à l'est

de l'espace intégré de l'Union européenne est un stimulant supplémentaire. Le Traité de Lisbonne, une fois approuvé (nous l'espérons) devrait permettre de mieux organiser cette intégration en fixant les règles d'actions communes et en limitant les blocages actuels, comme par exemple les règles de l'unanimité.

Ainsi, il serait plus juste d'effectuer avec l'UE, et non plus avec seulement certains de ses membres, les comparaisons économiques internationales, notamment avec les pays continents (Chine, Inde, États-Unis, Russie). Par exemple, la Chine n'est pas le 3^e constructeur mondial automobile et l'Allemagne le 4^e, mais elle occupe le 4^e rang derrière l'UE (1^{re}), les États-Unis et le Japon.

Des statistiques éloquentes

Cette position de l'économie européenne peut se lire à travers une série de données statistiques incontestables :

■ le PIB de l'Union (encadré 1) s'élevait en 2007 à 12 305 milliards d'euros

contre 10 075 milliards d'euros pour les États-Unis ; au premier semestre 2008, le PIB de l'UE a dépassé celui des États-Unis de 34 %. Qui l'aurait imaginé il y a dix ans ? L'UE représente aujourd'hui environ 28 % du PIB mondial (avec 20 % pour la zone euro), les États-Unis³ 21 %, le Japon 7 % et la Chine 6 % ;

■ l'UE effectue 43 % du commerce mondial et la zone euro a toujours été en excédent commercial⁴ depuis sa création contrairement aux États-Unis qui sont coutumiers de forts déficits dans ce domaine ;

■ l'UE a une population de 500 millions d'habitants (dont 330 millions pour la seule zone euro), effectif

1. On devrait même arrêter de dire en parlant des États-Unis "première" économie mondiale, mais "deuxième".

2. 22 pays en Europe utilisent l'euro comme monnaie nationale, si l'on tient compte du Kosovo et du Monténégro, puis de la principauté d'Andorre, de Monaco, de San Marin et du Vatican. L'entrée de la Slovaquie dans la zone est intervenue le 1^{er} janvier 2009 et les nouveaux arrivants sont attendus dans la prochaine décennie, telle la Pologne en 2012 (25 sur les 27 de l'UE s'y sont engagés par traités, ratifiés par referendum pour la plupart).

3. Le PIB des États-Unis dépassait 52 % du PIB mondial en 1945, ce qui a justifié l'instauration du dollar or, quasi-seule monnaie de référence à l'époque. Ceci n'est plus légitime à ce jour par la réalité économique. Ces données ont été reprises dans le rapport officiel sur la présidence française de l'UE publié par Laurent Cohen-Tanugi "Une stratégie européenne pour la mondialisation : Euromonde 2015", Odile Jacob, La documentation Française.

4. Sauf exception temporaire, pendant quelques mois.

* Cet article est tiré de l'ouvrage rédigé par les mêmes auteurs : "L'Euro : 10 ans après – un premier bilan à l'heure de la crise financière", Éditions de l'Harmattan, mai 2009.

comparable aux "pays continents" : Chine (1 337), Inde (1 148) et Indonésie (238) beaucoup moins riches, puis États-Unis (304), Brésil (192) et Russie (141).

■ Enfin, le marché financier européen pris dans sa globalité est progressivement redevenu leader mondial, que cela soit sur le marché des actions comme sur celui des obligations.

Même si l'UE détient le premier rang sur de nombreux critères, d'importants progrès restent à faire dans beaucoup de domaines tels l'innovation, l'amélioration de la cohésion interne, l'indépendance militaire et culturelle, l'harmonisation des politiques étrangères, l'autonomie énergétique, l'écologie... Ces améliorations souhaitables, pour faire face à la mondialisation, ont été synthétisées dans ce que l'on a appelé la "stratégie de Lisbonne". Lancée en mars 2000, cette initiative visait à faire de l'Europe "l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde à l'horizon 2010". L'importance de la monnaie d'un pays ou d'une zone monétaire dépend de la taille de son économie, mais aussi de son influence géopolitique. Sur ce dernier point, l'UE doit franchir une nouvelle étape, notamment en limitant ses divisions internes et en conduisant des politiques plus cohérentes ; d'où l'importance d'une mise en œuvre rapide du Traité de Lisbonne. Néanmoins, la monnaie étant un symbole fort de la souveraineté politique (battre monnaie était jusqu'à présent le privilège exclusif des États), l'euro a permis à l'UE d'avancer à grands pas vers l'intégration et de gagner en influence.

■ L'UE, ZONE DE STABILITÉ MONÉTAIRE

La marche vers la monnaie unique pour les onze membres de l'UE d'alors (avant l'élargissement aux autres pays et aux Peco⁵) a rendu quasiment impossibles les dévaluations monétaires au sein de la zone européenne durant les dernières années du XX^e siècle.

5. Peco : pays de l'Europe centrale et orientale.

1. PIB des principales économies mondiales : la place de l'UE

PIB* (en milliards €)					Population (millions)	PIB/habit. (en euros)
	1998	2000	2007	2008		
UE-15 puis 27	8 144	9 175	12 305	12 488	496	25 177
Zone euro-15	6 142	6 760	8 921	9 209	323	28 511
Allemagne	1 952	2 062	2 423	2 492	82	30 390
France	1 315	1 441	1 892	1 949	64	30 453
Royaume-Uni	1 280	1 573	2 019	1 815	61	29 754
Pologne	153	186	309	361	38	9 500
États-Unis	7 802	10 629	10 075	9 698	305	31 796
Japon	3 448	5 057	3 197	3 330	127	26 220
Chine (estim.)	880	1 144	2 509	2 800	1 322	2 118
Inde (estim.)	400	511	736	788	1 130	788
Russie (estim.)	400	455	938	1 044	141	7 404
Brésil (estim.)	675	420	958	1 067	192	5 557

Sources : Eurostat (europa.eu) principalement, mais aussi Banque Mondiale, FMI et OCDE. Les montants non disponibles en euro ont été convertis aux cours moyens annuels de ces devises, pour les flux annuels (dont productions).

De ce tableau, on peut tirer les observations suivantes :

- une domination économique de l'UE, spécialement depuis qu'elle est composée de ses 27 membres. Cette réussite n'est pas assez souvent évoquée, malgré des taux de croissance affichés assez faibles (la soi-disant « stagnation européenne ») ;
- l'existence de l'euro depuis 1999 a fortement favorisé l'Europe, grâce à la stabilité monétaire qu'il a apporté (en interne : faible inflation et en externe : taux de change globalement stable) ;
- ces statistiques sont influencées par le taux de change des monnaies ; ainsi, la valeur du

PIB des États-Unis a été élevée en 2000 avec un dollar fort ; elle est plus faible aujourd'hui. De même pour le Japon et le Royaume-Uni. La force de la monnaie reflète une certaine réalité économique ; en particulier, le PIB de la France, plus peuplée, redevient supérieur en 2008 à celui du Royaume-Uni, celui-ci étant pénalisé par la crise financière et la dévaluation de sa monnaie, les bulles spéculatives ayant moins éclaté en zone euro ;

- un PIB par habitant d'environ 30 000 euros dans les pays avancés. À noter que ceux de l'Allemagne et de la France dépasseraient en 2008 celui du Royaume-Uni et ne seraient pas très éloignés de celui des États-Unis ;

- l'émergence de la Chine, à la monnaie stable vis-à-vis de l'euro et, dans une moindre mesure, de l'Inde et du Brésil, c'est-à-dire de pays de l'ancien "tiers-monde". Les pays qui ont une politique monétaire rigoureuse et un développement économique équilibré (bien que rapide) ont une monnaie stable vis-à-vis de l'euro (stabilité de change sur le moyen terme due à une faible inflation) ;
- enfin le rebond de la Russie dont le PIB a retrouvé mi-2007 le niveau de 1990, soit longtemps après les pays d'Europe centrale qui ont intégré l'UE et qui ne disposent pas, eux, de matières premières abondantes, hydrocarbures, notamment.

cle. L'adhésion à la monnaie unique par 16 membres de l'UE, depuis début 2009 a définitivement mis un terme à ces problèmes monétaires, au moins entre eux, malgré quelques tensions inévitables⁶ qui peuvent survenir

en cas de crise. Ainsi l'UE connaît aujourd'hui une stabilité monétaire rarement atteinte au cours du XX^e siècle et même depuis l'Empire romain, malgré quelques tentatives engagées au cours du XIX^e siècle.

L'Union latine à 32 pays

En dehors des empires, au rang des tentatives de stabilisation ou de réu-

6. Les tensions sont dues principalement aux différences de taux d'inflation entre les États (faibles, de 1,5 point maximum, elles sont souvent exagérées par les anti-euros), différences qui existent depuis longtemps aux États-Unis sans que cela ait entraîné un éclatement de la zone monétaire. Cependant, la zone euro a besoin d'améliorer la cohésion des politiques économiques et budgétaires internes. C'est tout le débat actuel

sur la gouvernance économique européenne et son harmonisation, notamment par la fiscalité. Encore faut-il s'entendre sur le fond, c'est-à-dire sur quelle politique pratiquer ensemble.

2. Du thaler à l'euro : brefs rappels historiques

La monnaie, symbole de souveraineté politique par excellence, a toujours été pour les bâtisseurs d'empire un moyen de s'imposer, mais aussi d'améliorer la cohésion interne de ces empires. L'histoire des monnaies est donc liée à l'histoire des pays et des pouvoirs. Et plus récemment aux empires mondiaux espagnol, anglais et français.

■ Il convient d'abord de rappeler l'histoire du "dollar austro-espagnol", créé à l'époque de Charles Quint, sous le nom de "thaler". Grâce aux conquêtes espagnoles et aux découvertes d'or qui les ont accompagnées, le dollar espagnol a joué un rôle important en Europe jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, et même au siècle suivant malgré le déclin espagnol. Outre son importance en Europe, il a été de loin la monnaie la plus utilisée dans toute l'Amérique Latine pendant plusieurs siècles et il était même accepté en Amérique du Nord, en raison de sa grande

réputation. D'où la reprise du nom "dollar" par les États-Unis, ultérieurement.

■ Le franc français de la Révolution, institué en 1795 (le franc "Germinal") s'est ensuite diffusé largement dans toute l'Europe jusqu'en 1815, c'est-à-dire pendant plus de quinze ans. L'une des raisons du succès de Napoléon I^{er}, outre militaire, est d'avoir su parallèlement construire une économie plus moderne et performante, en supprimant les castes, privilèges et situations de monopoles dans toute l'Europe. Puisqu'il amenait la fin des rigidités dues aux "privilèges" de l'Ancien Régime, la bourgeoisie entrepreneuriale européenne l'a soutenu dans toute l'Europe... du moins à ses débuts, avant les réactions nationalistes et les dérives guerrières. Parallèlement, la sécurité monétaire a été fortement accrue grâce à une standardisation des normes. Ainsi, la loi du 14 Germinal an XI (4 avril 1803) permet aux services de l'État de reprendre au

poids les monnaies rognées ou altérées par les années. L'arrêté du 17 Prairial An XI (6 juin 1803) publie un tarif de deux pages pour la reprise destinée à la refonte des monnaies d'or et d'argent de tous les pays d'Europe et de presque tous les pays d'Asie. Puis s'est reconstruit au XIX^e siècle le 2^e empire français¹, dont les objectifs ont été à l'origine autant politiques qu'économiques. Cela n'a pas empêché le franc français "Germinal" d'être diffusé dans le monde entier, par la « civilisation » que l'on voulait apporter aux pays colonisés.

■ La livre sterling s'est imposée, notamment par le commerce maritime et en dehors de l'Europe continentale, le développement économique et les "possessions" britanniques, terme utilisé à l'époque pour les colonies. La Grande-Bretagne a su prendre

la maîtrise des principaux points de passage maritimes, comme Gibraltar². Sa révolution industrielle lui a permis de s'enrichir rapidement et de multiplier les échanges avec ses colonies. Du début du XIX^e siècle à 1939, la livre sterling a tenu le premier rang comme monnaie de réserve, même si au début cette notion était abstraite, l'or tenant toute sa place de référence.

■ Enfin, il ne faut pas oublier la réunification monétaire allemande dans le territoire du II^e Reich qui a eu une grande importance dans l'unité allemande de la fin du siècle. La création du mark allemand date de 1875, après l'institution du Zollverein en 1834, union douanière entre plusieurs principautés allemandes. De nombreuses barrières entre les États réunis ont ainsi sauté et l'Allemagne a pu à son tour connaître son décollage économique.

1. Le premier empire français en Amérique du nord et des Antilles avait été perdu en grande partie sous Louis XV ou vendu par Napoléon I^{er} (la Louisiane).

2. Gibraltar qu'elle ne veut surtout pas quitter encore à ce jour.

nion monétaire pacifique, il faut rappeler l'expérience de l'Union monétaire latine (ou Union latine) mise en place entre 1865 et 1914 et adossée au franc germinal (encadré 2). Trop souvent oubliée, cette Union latine a eu une importance primordiale, non seulement parce qu'elle a été une première union monétaire pacifique significative, mais aussi puisqu'elle a regroupé, outre les membres de l'empire français, jusqu'à 32 pays (chacun gardant cependant le nom de sa monnaie). Elle était composée de :

- six pays signataires⁷ : Belgique, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Suisse ;
- 11 pays associés, dont les plus

importants sont l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la Finlande, la Roumanie, la Russie, la Suède ;

■ 10 pays alignés, dont l'Argentine, la Bulgarie, le Chili, le Pérou, la Serbie, le Venezuela ;

■ 5 pays sous statut colonial, dont le Congo et la Tunisie.

D'autres pays, comme les États-Unis, avaient engagé des discussions pour y adhérer, mais sans succès. Et l'Allemagne (du II^e Reich) et les pays scandinaves ont également fait défaut. Cette Union latine qui reposait sur un pari risqué d'invariance du prix relatif de l'or et de l'argent, n'a pas résisté au temps, en particulier parce que le monométallisme or s'est imposé progressivement. Or, les stocks d'or disponibles ne permettaient pas d'offrir une quantité de monnaie or correspondant aux besoins de l'économie, ce qui a rendu de plus en plus problématique le main-

tien d'une quantité fixe d'or dans la monnaie utilisée pour les échanges. Le succès de cette Union latine a été cependant tel que la part du franc français dans les réserves de change mondiales connues a pratiquement doublé de 1899 à 1913. À cette date, la part additionnée du franc français et du mark allemand égalait celle de la livre sterling britannique, le dollar américain étant alors à peu près inexistant dans les statistiques.

Cependant, la Première Guerre mondiale, par ses destructions et ses dépenses considérables, essentiellement à la charge des États, a achevé de rendre problématique voire impossible la référence à l'or. L'Union latine était alors quasi-morte (elle a été formellement dissoute en 1927) et la part de franc français et du mark allemand dans les réserves de change mondiales a fondu presque totalement, conséquence de cette guerre ruineuse.

7. D'ailleurs quatre d'entre eux ont pris le "franc" pour dénomination de leur monnaie (Belgique, France, Luxembourg et Suisse). Le terme "franc" signifiait alors "franc de paiement" ou "franc de toute dette" sur la transaction en question.

Seconde tentative d'union monétaire importante et pacifique, la création de la monnaie unique commune dans le cadre de l'UE, va permettre de retrouver cette stabilité monétaire indispensable à la bonne marche de l'économie. Elle se construit dans la rigueur pour durer et s'élargit progressivement de façon prudente car il n'y a pas de retour en arrière possible économiquement valable. Cette rigueur est demandée en permanence à ses membres, y compris en période de récession, afin de ne pas trop augmenter un endettement à terme préjudiciable. Mais ils en "touchent" peu à peu les dividendes, ceux-ci étant nombreux et importants.

■ L'ENSEMBLE EURO-MÉDITERRANÉEN FAVORISE L'EXPANSION DE LA ZONE EURO

Le développement de la zone euro est favorisé par des pays voisins au fort dynamisme économique et parfois démographique. L'ensemble euro-méditerranéen représente une population de 1,1 milliard d'habitants, avec un PIB estimé à 16 100 milliards d'euros. Parallèlement à la construction de l'UE, les échanges économiques de toutes sortes se sont multipliés dernièrement avec l'est et le sud de la zone euro, en phase de décollage économique ou en pleine croissance. Par ailleurs, l'UE a développé une politique de voisinage importante afin de stimuler le développement de ces pays, parfois pauvres et asseoir la paix. Cette politique a également favorisé la croissance en Europe et affirmé la présence du "continent expérimenté", les objectifs mercantiles et politiques n'étant pas oubliés pour autant.

À l'est de la zone euro

Le dynamisme de cette région est indéniable et trop souvent ignoré par les observateurs.

Ainsi, l'ensemble formé par les douze pays nouveaux membres de l'UE, les cinq autres pays des Balkans, et ceux de la CEI (membres de l'ex-URSS) a connu entre 1997 et 2005 une croissance économique supérieure

à celle de la Chine (doublement du PIB mesuré en euro, encadré 3). Leur part dans le PIB de l'UE est passée en 8 ans de 4 % à 8 % environ.

À l'exception de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Moldavie et de certains pays non pétroliers de l'Asie centrale⁸, les pays de cette zone ont atteint un PIB par habitant significatif. Ils représentent pour les producteurs de l'UE de vastes marchés aux besoins très importants, notamment en termes d'investissements en infrastructures. Leur taille est devenue telle, que depuis 2005, la zone euro y exporte plus qu'aux États-Unis. Peu d'observateurs savent que les marchés à l'est de l'Europe sont désormais supérieurs en valeur à ceux des États-Unis pour la zone euro. La reconstruction accélérée de ces pays, notamment avec l'aide de l'UE (fonds agricoles et fonds de développement économique au bénéfice des régions les plus pauvres) a permis aux membres de l'ex-UE à 15 d'y exporter massivement. Ces nouveaux marchés atteignent aujourd'hui une taille respectable. Ils ont des monnaies stables (sauf partiellement fin 2008 - début 2009) et leur production représente plus du quart du PIB des États-Unis. Ce sont donc d'immenses marchés qui s'ouvrent aux Européens sous réserve qu'ils aient la volonté parfois courageuse d'y investir.

8. Pays anciens membres de l'URSS comme l'Ouzbékistan ou le Turkménistan.

Dans un avenir relativement prévisible (10 ans), le PIB de ces pays pourrait encore doubler pour se rapprocher des standards de l'UE. Ceci favorisera une meilleure intégration économique, mais également politique de ces pays. D'autant que la monnaie unique est devenue pour eux un ancrage monétaire incontournable, l'euro étant souvent leur monnaie d'emprunt.

Enfin, une solidarité active de l'UE avec ses membres de l'Est s'est clairement exprimée au sommet des chefs d'États et de gouvernement de l'UE des 19 et 20 mars 2009, notamment en portant à 50 milliards d'euros la ligne de prêts destinée à traverser la crise.

La question russo-géorgienne

La question russo-géorgienne a inquiété de nombreux Européens et a été jusqu'à faire temporairement baisser l'euro. Il faut espérer que les tensions géopolitiques du mois d'août 2008 en Géorgie ne vont pas trop ralentir les échanges qui s'annonçaient prometteurs. Le poids de l'UE et de ses alliés régionaux, dont le PIB représente 13 fois celui de la Russie et dont les entreprises ont de fortes capacités d'investissement, lui donne un "pouvoir doux" aux nombreux arguments pour convaincre.

La Russie a besoin des capitaux, des technologies et des marchés de l'Europe pour se développer et notamment mieux exploiter ses importantes ressources gazières et pétrolières.

3. L'est de la zone euro : principales données économiques

Pays	Population (en millions d'habitants)	PIB en 2000 (milliards €)	PIB prév. en 2008 (milliards €)	PIB par habitant (2008) (en euros)
Total zone	407	1 058	2 583	6 030
dont :				
UE de l'Est (à 10)	104	423	970	9 327
dont Pologne	38	186	361	9 500
dont Roumanie	22	40	130	6 034
Ukraine	46	37	115	2 400
Russie	141	455	1 044	7 404

On ne peut que constater le dynamisme de ces pays et l'importance prise par cette région. En huit ans, le PIB mesuré en euro a été multiplié par 2,5. La Roumanie a fait encore mieux (multiple de 3,43). Parallèlement, leurs économies sont devenues plus performantes et leurs monnaies se sont valorisées ou stabilisées par rapport à l'euro, avant une baisse fin 2008 ou début 2009.

Continuer dans la voie de l'été 2008 serait suicidaire pour elle. Ainsi, l'UE devrait pouvoir inciter fortement la Russie à un plus grand respect des frontières de ses voisins, malgré son histoire. Mais elle devra faire preuve de fermeté et d'une capacité de négociation si elle veut assurer, dans la paix, ses marchés et ses sources d'approvisionnement énergétiques.

La "réussite" des Balkans

Le premier Ministre russe avait émis la menace de rétorsions si les Européens reconnaissaient l'indépendance du Kosovo, ce qu'ils ont fait. Cependant, malgré ce problème, le "pouvoir doux" des Européens arrive progressivement à calmer les tensions dans les pays des Balkans. Les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie donnent maintenant la priorité au développement économique et s'ouvrent plus facilement à leurs voisins. Les techniques de développement comme le microcrédit se sont fortement implantées.

Certains dénoncent le coût des interventions européennes, militaires, mais aussi économiques. Il ne faut perdre de vue que les périodes de guerre ouverte ont coûté en réalité beaucoup plus cher. Quant à l'euro, il est devenu la monnaie du Kosovo et du Monténégro et il est accepté partout dans les Balkans.

L'euro dans la zone est-européenne

Globalement, l'utilisation de l'euro dans l'ensemble de la zone est-européenne a fortement augmenté depuis quelques années, que ce soit pour le commerce, le tourisme⁹ ou pour l'ensemble des échanges économiques et financiers. Une réelle stabilité de change de la monnaie des pays qui la composent avec l'euro s'est progressivement instituée et semble pérenne avec une partie d'entre eux (une douzaine) malgré des difficultés en période de crise ; les autres pays aux déficits extérieurs courants élevés et aux monnaies flottantes ont vu principalement le niveau de ces dernières revenir quelques années en arrière.

9. Le nombre de touristes provenant de cette région a beaucoup augmenté dans la zone euro en 2008 (ils ont remplacé en partie les anglophones aux monnaies faibles).

4. Le sud de la zone euro : principales données économiques

Pays	Population (en millions d'habitants)	PIB en 2000 (milliards €)	PIB prév. en 2008 (milliards €)	PIB par habitant (2008) (en euros)
Total zone	282	645	1 085	3 840
dont :				
Maroc	34	35	58	1 690
Algérie	34	45	110	3 260
Égypte	82	104	105	1 290
Turquie	72	237	544	1 290

D'autant plus que de nombreux États est-européens ont utilisé l'euro pour émettre des emprunts ou placer leur épargne. Les tensions inflationnistes de début 2008 et les vicissitudes du dollar n'ont que peu altéré cette stabilité de change jusqu'à l'hiver de la même année.

L'expérience de la Roumanie est exemplaire. Ce pays qui se réveille et rattrape son retard à toute vitesse n'aura aucun mal à adopter l'euro d'ici quelques années, une fois que les grands équilibres seront respectés. Ce pays a d'ores et déjà deux monnaies : le lei et l'euro. Même si la monnaie nationale est utilisée pour les besoins courants, l'euro est présent partout, y compris dans la publicité. Les agences bancaires, désormais nombreuses, proposent en vitrine des crédits et des placements aussi bien en lei qu'en euros.

Ainsi, dans le panier de devises de référence utilisé pour fixer l'évolution du cours de sa devise, la Russie a décidé d'utiliser l'euro pour 40 %, proportion portée ensuite à 45 %. Cela apparaît cohérent, compte tenu de ce que la majeure partie (70 % environ) de son commerce extérieur s'effectue avec la zone euro ou avec des pays dont la monnaie est stable (ou parfois forte) vis-à-vis de l'euro. Le même raisonnement peut être tenu pour l'ensemble des membres de la CEI (Communauté des États indépendants¹⁰).

Au sud de la zone euro : la Méditerranée

Au sud, un grand nombre de pays méditerranéens, notamment les plus importants (Turquie, pays du

Maghreb et du Machrek¹¹), peuvent être considérés comme en phase de décollage économique, bien qu'ils connaissent parfois une croissance démographique encore significative (encadré 4). Celle-ci risque en effet de capter une partie de la richesse qui serait nécessaire aux investissements.

Premier lieu de développement économique sous l'Empire romain, la Méditerranée a de tout temps été le centre d'un commerce intensif entre le Nord et le Sud. Tous les pays du sud de l'UE ont une histoire millénaire d'échanges avec les autres pays méditerranéens, marqués par des langues communes et des cultures proches. C'est pour cela que l'UE a relancé le processus de Barcelone initié en 1995, en le transformant en 2008 en Union pour la Méditerranée (ou UpM) aux objectifs non seulement économiques, mais aussi sociaux, culturels et écologiques. Dans ce cadre, les nombreux échanges entre les deux rives, qu'ils soient touristiques, industriels et commerciaux ou financiers, ont fortement favorisé la diffusion de notre monnaie.

À cela s'ajoute la politique de voisinage de l'UE qui, grâce à des aides, subventions ou prêts de toutes sortes (y compris pour développer le microcrédit) favorise le développement, la formation et l'emploi local et diminue les pressions migratoires. Additionnées aux actions de chacun des 27 pays, ces interventions atteignent des montants très importants.

10. La CEI est composée en grande partie des anciens membres de l'URSS.

11. Pays du sud-est de la Méditerranée, Maghreb signifie "Occident ou Couchant" en arabe et Machrek "Orient ou Levant".

Dans un livre publié en juin 2008, Sylvie Goulard¹² rappelle l'importance des fonds alloués aux pays méditerranéens : "Pour le processus de Barcelone, 16 milliards d'euros sont prévus dans le budget européen pour la période 2007-2013 (contre 5,3 milliards pour la période 2000-2006). L'Instrument européen de voisinage et de partenariat, doté de plus de 11 milliards d'euros, a été mis en place le 1^{er} janvier 2007 pour la politique de voisinage avec une hausse de près de 40 % des crédits pour la Méditerranée".

Ces aides s'accompagnent d'importants mouvements de population, qui favorisent l'usage de l'euro. Plusieurs dizaines de millions de personnes originaires du sud et de l'est de la Méditerranée vivent et travaillent dans l'UE. Elles retournent souvent en vacances ou pour leur retraite dans leur pays d'origine, favorisant ainsi la diffusion de l'euro par leurs

consommations et leurs investissements. Les transferts de fonds des migrants atteignent des sommes très importantes et se font souvent en liquide, ce qui incite les populations locales à utiliser l'euro, qui a acquis une bonne réputation.

Ces éléments ont été une raison supplémentaire, outre la recherche de nouveaux marchés, pour un grand nombre de banques européennes de s'implanter fortement dans l'ensemble du pourtour méditerranéen, en multipliant les présences locales. Elles ont investi de façon significative dans les systèmes informatiques parallèlement au Sepa¹³ pour faciliter les transferts des migrants.

■ LE GOLFE PERSIQUE ET L'AFRIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

Ces deux régions, voisines de l'ensemble euro-méditerranéen, font partie de la sphère d'influence de l'Europe, à la fois pour des raisons de proximité géographique, mais aussi pour des raisons historiques. Cela fait de nombreux siècles que les Européens y sont présents. Ils doivent participer activement au développement, que l'on prévoit rapide, de ces deux régions.

Le Golfe persique

Les pays du Golfe ont profité jusqu'à mi-2008 des revenus des hydrocarbures, aux prix élevés. Leurs populations sont à ce jour plus nombreuses et mieux formées qu'en 1974 et les moyens financiers importants aujourd'hui à leur disposition ont permis de lancer de nombreux investissements à long terme. En conséquence, il faut espérer qu'ils puissent atteindre un meilleur niveau de développement. Et obtenir une plus grande pérennité dans leur développement économique, même en cas de maintien de prix bas des hydrocarbures. Les pays du Golfe sont donc des marchés importants pour

les Européens et la proximité de ces pays avec la Méditerranée ne pourra que favoriser la multiplication des échanges.

Concernant l'aspect monétaire, les six pays membres du CCG¹⁴ ont réaffirmé en septembre 2008 leur volonté de créer une monnaie commune. L'indépendance monétaire, notamment vis-à-vis du dollar, leur permettra de mieux combattre les tensions inflationnistes. Ces pays veulent ainsi se donner la capacité d'augmenter les taux d'intervention de leur banque centrale en toute indépendance et ils ont d'ailleurs reçu le soutien du FMI. Cette monnaie, prévue pour 2010, serait valorisée en fonction d'un panier de monnaies dans lequel l'euro tiendrait toute sa place.

L'Afrique subsaharienne

Enfin, les pays d'Afrique subsahariens sont également proches de l'Europe par de multiples échanges historiques. Avec une croissance qui a atteint récemment 5 % à 6 % pendant plusieurs années, les pays africains devraient enfin décoller économiquement. Leurs besoins sont immenses. Il est symbolique que parmi les grands pays du monde, c'est la République démocratique du Congo (francophone) qui a la plus forte croissance pour les années 2008 et 2009 (pour chacune de ces années avec un taux supérieur à 9 % - source : prévision du FMI novembre 2008), devant la Chine.

Par de nombreux échanges, l'euro est présent dans les pays africains, notamment au travers du franc CFA en vigueur dans 14 pays du continent ; ce dernier ayant eu un lien fixe depuis très longtemps avec le franc français, puis désormais avec l'euro. À celui-ci, se rajoutent deux monnaies africaines qui ont également un lien fixe avec la monnaie européenne : le franc comorien (KMF) et l'escudo des îles du Cap Vert (CVE). En conséquence, toute mesure monétaire de la zone euro affecte directement ces nombreux pays ; il en est de même des taux de change vis-à-vis des autres monnaies mondiales. ■

12. "Il faut cultiver notre jardin européen" de Sylvie Goulard. Édition du Seuil (juin 2008).

5. Classements : l'importance des banques européennes dans le monde

Selon le classement de Fortune sur l'exercice 2007 (Global 500), parmi les 67 banques inventoriées (sur les 500 premiers revenus mondiaux) :

- 34 sont européennes (plus de 50 %) dont 21 appartiennent à la zone euro ;
- 8 sont situées aux États-Unis ;
- 4 au Japon ;
- 4 en Chine.

Parmi les 10 premières banques, 6 sont de la zone euro, 2 autres appartiennent aux autres pays européens (Grande-Bretagne) et 2 sont aux États-Unis. La domination des banques européennes a dû s'accroître avec la baisse du dollar au premier semestre 2008 et la stabilité de l'euro.

■ Le magazine américain *Global Finance*, qui analyse depuis 17 ans les 500 plus grandes banques mondiales et leur situation financière, a publié le 25 février 2009 une liste des 50 banques les plus sûres dans le monde : 31 sont européennes, soit 62 % des cinquante premières (dont 28 situées dans un pays de l'UE, 23 à zone euro et 5 en France), 9 sont nord-américaines, (dont 5 au Canada et 4 aux États-Unis), 5 sont en Océanie (dont 4 en Australie), 4 sont en Asie (dont 3 à Singapour et 1 au Japon) 1 au Moyen Orient (Koweït) On peut remarquer également que deux banques d'État sont en tête : KfW (Allemagne) et la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations - France).

13. Sepa : Système européen des paiements regroupant 31 pays autour de la zone euro.

14. Conseil de coopération du Golfe persique.